

Sujets de devoir sc Po.

★ Alimentation et tensions aujourd'hui.

Introduction :

| | | |
|---------------|---|---|
| Amorce | { | <p>Au III^e siècle avant J.-C., la première guerre punique oppose Rome et Carthage pour la possession de la Sicile. Cette île est déterminante pour le contrôle de la Méditerranée, mais aussi parce qu'elle offre une grande richesse agricole. Après la victoire de Rome, elle devient, selon Caton l'Ancien, « le grenier à blé du peuple romain ». L'alimentation a été cause de tensions, à cette époque, provoquant même une guerre.</p> |
| Définitions | { | <p>L'alimentation est ici l'action de se procurer de la nourriture, c'est-à-dire des éléments nécessaires à la croissance, à la conservation des êtres vivants. Les tensions désignent ici une situation de désaccord dans les relations entre les personnes, les groupes de personnes, les États, entraînant des risques de conflits, de crises, de ruptures. S'interroger sur « alimentation et tension aujourd'hui » revient à nous demander si à l'époque contemporaine, où les progrès agricoles ont permis une amélioration des conditions de vie et une croissance de la population (elle a triplé ces 100 dernières années), des conflits naissent encore de la recherche de nourriture ou des inégalités d'accès à la nourriture et à la boisson. Notons que l'alimentation est cause de tensions mais elle peut exacerber des conflits déjà existants ou être un moyen d'imposer sa puissance : les rapports entre alimentation et tensions sont multiples.</p> |
| Problématique | { | <p>On peut alors se demander : Dans quelle mesure l'accès à la nourriture se retrouve au cœur de certains conflits entre les États et entre les groupes sociaux ?</p> |
| Plan | { | <p>Nous verrons, dans un premier temps, que la nourriture peut-être un enjeu géopolitique, au cœur des conflits mondiaux. Puis nous verrons que dans un État, les inégalités alimentaires peuvent aussi générer ou exacerber des crises. Enfin, nous aborderons mes réponses que l'on peut apporter à ces défis.</p> |

⇒ Le plan est explicatif : 1. et 2. développent les liens entre les notions à deux échelles différentes : la nourriture est objet des conflits, elle en est aussi un moyen de pression, un catalyseur et 3. les conséquences, les solutions.

1. La nourriture comme enjeu géopolitique, au cœur des conflits mondiaux

1.1. *Le food power permet aux États d'affirmer leur puissance et profite des inégalités dans la sécurité alimentaire*

La nourriture est au cœur des enjeux de pouvoir, au niveau mondial, et entretient des tensions et des alliances. La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers : les disponibilités des produits alimentaires, l'accessibilité des denrées alimentaires, la qualité des aliments et la stabilité. Force est de constater que les rendements sont très différents d'un pays à l'autre, rendant la sécurité alimentaire plus ou moins précaire : outillage, OGM, qualité du sol et du climat jouent un rôle dans cette inégalité. Dans la *Corn Belt*, aux USA, le rendement moyen est de 100 quintaux/ha tandis que dans la zone sahélienne, au Burkina Faso par exemple, il est de 3 quintaux/ha. De fait, certains pays sont dépendants des importations pour nourrir leur population : la majeure partie des pays d'Afrique, le Proche et le Moyen Orient connaissent une forte dépendance alimentaire compte tenu de leurs conditions naturelles (ils importent de 10 à 50% de leur consommation). C'est aussi le cas pour le Japon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou d'un territoire comme le Groenland. Par conséquent, États excédentaires peuvent assurer leur domination en usant de moyens de pression dans le domaine agroalimentaire : des jeux d'alliances se nouent.

Exemples : dans les années 1977-78, les accords de Camp David entre L'Égypte et Israël sont conditionnés à l'aide alimentaire américaine, en temps de sécheresse.

Plus récemment, Vladimir Poutine s'est lancé dans le *food power* (cf. *Le Dessous des Cartes*) sur les terres fertiles du sud-ouest. Il a ainsi aidé son allié Bachar El-Assad en 2016 contre Daesh non seulement en lui fournissant des armes mais aussi avec du blé : il s'agissait d'assurer l'approvisionnement des territoires contrôlés par le dictateur.

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient – comme l'Algérie, importent une grande partie de leur blé, venu de Russie ; cela se fait au détriment de la France : l'Algérie s'émancipe ainsi du pays dont elle était la colonie.

1.2. *La famine peut être instrumentalisée pour des raisons politiques, comme arme de guerre*

Le manque de nourriture est employé comme un moyen de pression politique. Les famines sont de plus en plus rares au XXe et XXIe siècles grâce à la révolution des techniques agricoles dans les années 1950-60. Mais la famine d'aujourd'hui est instrumentalisée par les États ou les groupes militaires pour asseoir leur pouvoir, s'assurer le soutien de la population ou mater les insurgés.

Exemples : le département du Pool, au sud de la République du Congo, est une région agricole très riche mais insoumise où règne la milice Ninja en guerre contre le pouvoir de Brazzaville de 2016 à 2017 : la famine y est imposée : le déplacement de population empêche les habitants de travailler leurs terres (-40% de terres exploitées), l'arrêt du trafic ferroviaire empêche l'approvisionnement, l'inflation est galopante (+ 85% en un an pour certaines denrées de base). La famine est instrumentalisée par le pouvoir de Brazzaville pour venir à bout du conflit : 58% des ménages déplacés sont en insécurité alimentaire, 17% des enfants souffrent de malnutrition.

Le Yémen est en proie à la guerre civile depuis 2014 : une coalition progouvernementale dirigée par l'Arabie Saoudite s'oppose aux rebelles Houthis potentiellement soutenus par l'Iran. Le poids de l'économie locale a diminué de moitié, le pays, en état de déficit alimentaire, sombre dans la famine. 20 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. La cause est

le blocus naval et maritime imposé par l'Arabie Saoudite, qui restreint la livraison de vivres, notamment, pour affaiblir les rebelles.

1.3. *L'accès à l'eau et à la nourriture est un enjeu pour l'équilibre entre nations*

A l'avenir, l'augmentation de la population mondiale (jusqu'à 10,4 milliards à la fin du siècle ?) et le changement climatique risquent de rendre encore plus aigus les tensions pour accéder à la nourriture et à l'eau. Le GIEC affirme que le changement climatique aura un effet négatif sur les rendements dans les pays déjà fragilisés. La surpêche menace les ressources naturelles et crée des tensions entre les pêcheurs de nationalités différentes. L'eau n'est pas encore une source directe de conflit, mais elle risque de le devenir. La compétition pour le contrôle des ressources naturelles déclinantes est susceptible d'alimenter des conflits armés ou d'exacerber des tensions déjà existantes, qu'elles soient ethniques, religieuses ou sociales (Thomas Homer-Dixon et Peter Schwartz <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2012-1-page-39.htm>).

Exemples : en Éthiopie, le barrage de la Renaissance, sur le point de s'achever, avec une capacité de 174 milliards de mètres cubes d'eau, exacerbe les tensions avec l'Égypte et le Soudan. Alors qu'Adis Abeba estime que ce barrage est indispensable pour le développement du pays, Khartoum et Le Caire mettent en avant les ressources du Nil dont elles ont un besoin impérieux.

Entre la France et la Grande Bretagne, des tensions sont nées après le Brexit pour le partage des zones de pêche. La Grande Bretagne accordait difficilement des licences pour pêcher dans la zone poissonneuse qui se trouve à 6-12 miles nautiques des côtes anglaises. Le contentieux a été réglé par la commission européenne en décembre 2022. Des bateaux de pêche chinois outrepassent aussi les zones économiques exclusives (ZEE) d'autres pays, notamment en Amérique latine (Argentine).

⇒ **L'alimentation est donc au cœur des tensions politiques internationales. A l'échelle nationale, l'alimentation peut être aussi en jeu dans les crises économiques et sociales.**

2. L'alimentation au cœur des conflits nationaux, comme révélateurs et catalyseurs de conflits

2.1. Les inégalités d'accès à la nourriture : un révélateur en temps de crise

La difficulté à se procurer de quoi se nourrir est le symptôme d'une crise, mais aussi la source de tensions sociales. L'inflation qui frappe notre pays est particulièrement explosive quand elle ne permet plus à la population de se nourrir correctement. Traditionnellement, la hausse du prix de l'alimentation est due aux conditions météorologiques, mais de nos jours, elle a aussi pour cause des tendances plus lourdes : l'augmentation de la population mondiale, la hausse de la consommation de blé (la Chine importe du blé en masse depuis sa sortie du confinement) ou des raisons plus conjoncturelles : la guerre en Ukraine qui provoque l'augmentation du prix des matières premières (le blé, l'huile qu'elle produit, mais aussi l'énergie qui est répercutée sur les prix des matières premières ; les sanctions contre la Russie obligent les pays européens à réorganiser leurs approvisionnement par des processus complexes et coûteux). On note aussi l'effet inflationniste de la loi EGalim 2, promulguée en octobre 21, qui assure une meilleure rémunération des producteurs. A cela, on peut ajouter des causes financières et bancaires plus classiques. Le choix alimentaire, dans ce contexte, est

marqué par des restrictions : beaucoup vont se priver de produits alimentaires chers (viande, poisson, fruits et légumes frais) ou restreindre globalement leur alimentation. Ces privations peuvent exacerber les tensions sociales.

Exemples : L'Europe vit une période d'inflation aiguë : en France, en janvier 23, les prix de l'alimentation ont grimpé de 13%, on atteint 15% pour la viande, 19% pour le lait, le fromage et les œufs. Avec l'inflation, 42% des Français précaires se privent d'un repas par jour révèle une étude de l'IFOP du 8 avril 2023. Les vols de nourriture se multiplient dans les grandes surfaces, révèle un article du télégramme, le 17 mars 23. Ce contexte économiquement difficile vient exacerber la colère des opposants à la réforme de la retraite qui ont l'impression qu'on leur demande toujours plus d'efforts. On comprend alors que le banquet diplomatique en l'honneur de Charles III d'Angleterre qui devait avoir lieu à Versailles fin mars 23 ait été annulé, non seulement pour des raisons de sécurité, mais aussi pour des raisons de communication évidente : comment justifier un repas fastueux alors que les Français subissent l'inflation de plein fouet ?

2.2. Alimentation et idéologie : une cause de clivage sociaux

L'émergence de nouveaux régimes alimentaires, liées au développement de nouvelles idéologies, peut créer des tensions entre groupes sociaux. Le véganisme, qui refuse l'exploitation animale quelle qu'elle soit, s'est développé dans les années 1940 : c'est un mode de vie qui passe aussi par l'alimentation, en excluant tout produit d'origine animale. Cette idéologie est prônée par certaines associations qui organisent des manifestations-choc pour attirer l'attention du public, mais provoquent aussi des tensions. C'est le cas de L214, grand défenseur de la cause animale depuis 2008, qui produit des documentaires sur la condition animale dans les abattoirs ou des actions de sensibilisation contre le gavage, comme à Nancy, le 14 décembre 2019. La pratique de certaines religions est aussi associée à l'alimentation : des associations se manifestent pour permettre aux écoliers musulmans de ne pas manger d'aliments interdits par l'islam. Les choix alimentaires arrivent alors dans la sphère publique et peuvent créer des tensions entre groupes sociaux.

Exemples : le film *Barbaque* de Fabrice Éboué (2021) traite avec sarcasme des tensions entre un couple de bouchers et un groupe d'activistes végans.

En 2015, le maire de Chalon-sur-Saône a décidé de ne plus proposer de menu de substitution quand le plat proposé contenait du porc : des associations musulmanes se sont élevées contre cette décision. Finalement, le Conseil d'État qui a été saisi a donné raison à la municipalité, considérant la cantine comme une annexe de l'institution scolaire devant respecter la laïcité.

2.3. Les tensions entre les choix de politique agricole et les questions environnementales

Plus généralement, les gouvernements se retrouvent devant un dilemme : favoriser la sécurité alimentaire de sa population ou préserver les ressources naturelles pour les générations futures. Les enjeux sociaux, économiques et environnementaux s'opposent parfois et créent des tensions voire des conflits ouverts entre groupes sociaux ou organisations sociales.

Exemples : Des méga-bassines destinées à l'irrigation agricole ont été construites à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres à l'initiative d'une coopérative d'agriculteurs, pour contrer la menace de sécheresses récurrentes. Elles sont, pour les opposants écologistes, un symbole de « l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie » ; ils préconisent plutôt un vrai projet de territoire du partage de l'eau, pour préserver aussi la nature. Les tensions ont viré à l'affrontement le 25 mars 2023.

La politique énergétique américaine accorde une grande place aux biocarburants pour contribuer à la lutte contre le changement climatique (*Renewable Fuel Standard*, RFS 2007). Cette loi écologique met cependant en concurrence les hommes et les machines pour l'accès aux récoltes (sur 416 millions de tonnes de céréales récoltées aux USA en 2009, 119 millions ont servi pour faire de l'éthanol). Sans menacer la sécurité alimentaire des USA, elle témoigne d'un choix de l'écologie contre la production alimentaire.

⇒ **Au niveau national, l'alimentation est aussi cause de tensions multiples. Dans un contexte de mondialisation, crises nationales et internationales se croisent et s'entremêlent. Les solutions doivent être trouvées à un niveau global.**

3. Les défis de l'avenir et les solutions

3.1. Favoriser la souveraineté alimentaire et la répartition des ressources

Pour réduire les tensions internationales dues à la question alimentaire, il faudrait favoriser la souveraineté alimentaire et la répartition des ressources. La notion de souveraineté alimentaire est apparue avec la déclaration de la Via Campesina (mouvement paysan international) en marge du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays à maintenir et à développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité des cultures et des produits. Les agences du Système des Nations Unies telles que Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ou encore l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sont engagés dans ce processus. L'ONU en tant qu'organisation internationale doit permettre de défendre les intérêts des pays contre le *Land grabbing* et l'*Ocean grabbing* (acquisition et jouissance des terres et des océans à des fins agricoles) qui sont tentantes pour les États ne possédant pas suffisamment de ressources agricoles mais qui ont des capitaux : c'est le cas du Japon, de la Corée du Sud, du Qatar, du Koweït, des Émirats Arabes Unis... 50% des terres accaparées se trouveraient en Afrique, par exemple. Selon l'observatoire d'acquisition des terres Landmatrix, 24 millions d'hectares auraient été accaparées (chiffre de 2013). Ce phénomène « d'enclosures » déposséderait les populations rurales, notamment et menaceraient la souveraineté alimentaire.

Exemples : le Sommet de Dakar « Nourrir l'Afrique », qui s'est tenu sous l'égide des Nations Unies du 25 au 27 janvier 2023, a mis l'accent sur les moyens pour conquérir la souveraineté alimentaire en Afrique. Elle passe par l'investissement dans l'agriculture, l'innovation, la mise en place d'une agriculture intelligente face au climat, la mise en place de partenariats (entre les gouvernements, les partenaires du développement (FIDA, PAM, FAO), les organisations de la société civile, le secteur privé), l'aide au financement des femmes et des jeunes. Deux exemples d'action : l'irrigation en Afrique permettrait d'augmenter les rendements ; la FAO estime que l'on pourrait mettre en culture de 51 Millions d'ha supplémentaires pour assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique.

L'ONU veut contrôler la ruée vers les terres agricoles africaines : depuis la crise alimentaire de 2008-2009, La Chine aurait acheté 2,8 millions d'ha en République démocratique du Congo pour y développer la plus grande exploitation mondiale d'huile de palme. La Corée du Sud, les Émirats arabes unis et l'Égypte ont acquis, au total, plus de 1,5 million d'ha au Soudan. L'Arabie saoudite aimerait louer un demi-million d'ha en Tanzanie. Le G8 s'est emparé du sujet en juillet 2009.

3.2. Favoriser la stabilité politique pour assurer la sécurité alimentaire

Apaiser les tensions nationales ou internationales dues à l'alimentation passe aussi par la stabilité politique. La communauté internationale doit prendre en charge le problème de la lutte contre la faim, mais pour cela, elle doit en favoriser les conditions politiques. L'ONU, en 2000, avait défini huit objectifs millénaires pour le développement (OMD) à réaliser depuis 2015 ; le numéro 2 affirme vouloir lutter contre la faim. Cependant, ce but n'est pas encore atteint car la famine est, en premier lieu, d'origine politique.

Exemples : pour Sylvia Brunel (tribune du Figaro, 3 novembre 2021) : il faut que la Cour Pénale internationale sanctionne les États affameurs.

Instaurer la démocratie permettrait d'éviter des famines selon l'économiste indien Amartya Sen (https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/06/12/amartya-sen-prix-nobel-d-economie-la-famine-apparaît-seulement-la-ou-il-n-y-a-pas-de-democratie_4226749_1819218.html)

3.3. Développer une nouvelle agriculture respectueuse et productive

Prévenir les tensions qui se cristallisent entre alimentation et environnement passe aussi par le développement d'une agriculture durable et respectueuse. Selon le GIEC (Groupe d'experts sur l'évolution du climat), le changement climatique aura un effet négatif sur les rendements (notamment en Afrique, déjà dépendante : 8% en moyenne pour toutes les cultures) ; en même temps, la population mondiale augmente pour atteindre selon certaines projections de l'ONU, jusqu'à 10,4 milliards d'habitants en 2100. Il faut alors prévenir les crises alimentaires et les tensions qu'elles génèrent en repensant l'agriculture pour qu'elle soit durable et productive. L'agriculture raisonnée, qui se définit par un équilibre entre production et environnement, la permaculture, qui imite les cycles naturels et les écosystèmes et agroécologie sont encouragées par la FAO. Par ailleurs, le développement d'une agriculture éthique doit aussi tenir compte des conditions d'élevage.

Exemples : site internet de la FAO propose des articles pour promouvoir l'agroécologie, comme, le 7 avril 22 : « Using Soil Maps to Promote Efficient Use of Fertilizers, learnin from the Ethiopian Experience » ; le site dispose d'une plateforme des connaissances sur l'agroécologie pour encourager ces pratiques.

En France, La loi sur l'agriculture et l'alimentation (dite "loi EGalim"), promulguée le 30 octobre 2018, instaure plusieurs mesures pour lutter contre la maltraitance animale, dont la mise en place de la vidéosurveillance dans les abattoirs, mais "*à titre expérimental et sur la base du volontariat*". L'article 71 prévoit l'expérimentation d'un "*dispositif de contrôle par vidéo des postes de saignée et de mise à mort*" dans les abattoirs volontaires, pour une durée de deux ans. Les exploitants doivent également désigner un responsable de la protection animale dans chaque abattoir (article 70) pour s'assurer que les procédures relatives au bien-être des animaux sont correctement mises en œuvre. Ce salarié bénéficiera de la protection du statut de lanceur d'alerte, défini dans la loi du 9 décembre 2016. La loi EGalim étend le délit de maltraitance animale aux abattoirs et au transport d'animaux vivants (article 67) et double les peines encourues, qui passent de six mois à un an d'emprisonnement, assorties d'une amende de 15 000 euros.

Conclusion :

Bilan / réponse à la problématique

Les tensions sont donc nombreuses de nos jours, autour de l'alimentation. A l'échelle mondiale, elle est un moyen de pression quand un pays joue de son « *food power* » ou quand la famine est utilisée comme arme politique. Elle est aussi source de rivalités entre États quand la nourriture risque de manquer. A l'échelle nationale, l'alimentation se retrouve aussi comme symptôme et catalyseur de conflits sociaux qui opposent les groupes sociaux selon leurs richesses, leur idéologie ou leur préoccupations environnementales. Finalement, puisque la mondialisation répercute la question de l'alimentation au niveau local comme au niveau mondial, c'est peut être au niveau international que les réponses peuvent émerger, grâce notamment au rôle de l'ONU et de ses organisations telles que la FAO, la FIDA ou la PAM qui ont une vision globale de l'avenir.

Ouverture

Cependant, il ne faudrait pas que les États se délestent complètement de leur responsabilité : c'est par une coopération entre les institutions, les partenaires locaux, le secteur privés que la terre pourra nourrir 11 milliards d'habitants.

★ L'alimentation et la peur

Problématique : dans quelle mesure se nourrir, qui est une activité vitale et naturelle et qui a été rendue plus facile grâce aux progrès techniques, peut-elle encore susciter des peurs ?

Le plan est dialectique : les causes de la peur générée par l'alimentation sont exposées (1. et 2.), le 3. apporte des raisons d'être serein.

1. La peur de manquer : famines et pénuries

1.1. *Les famines et pénuries d'hier et d'aujourd'hui :*

- Causées par les mauvaises récoltes (hier)
- Causées par les troubles politiques (aujourd'hui : guerre en Ukraine)

1.2. *Comment nourrir 11 milliards d'habitant ?*

La pression démographique peut laisser craindre des pénuries ou une hausse des prix (2008-2009 : crise alimentaire mondiale).

1.3. *La crise climatique et les dangers sur les rendements*

Le GIEC craint une baisse des rendements à cause de la crise climatique.

2. La peur concernant la qualité des aliments

2.1. Les crises sanitaires

La crise de la vache folle dans les années 1990.

2.2. Les dangers de l'agro-industrie : vers une alimentation moins qualitative

La baisse de la qualité nutritionnelle des aliments est avérée : les fruits et légumes sont particulièrement visés : -20% de vitamine C, -15% pour le fer, -16% pour le calcium, -6% pour les protéines (étude américaine de 2004). Les conditions de production sont en cause. L'obésité est une menace pour la santé publique.

2.3. Les dangers de l'agriculture polluante

Pollution des sols, de l'air, de l'eau ont des répercussions sur l'alimentation (traces de pesticides...)

3. Une prise de conscience

3.1. Privilégier une agriculture durable

Favoriser une alimentation plus durable avec de nouvelles formes d'agriculture qui équilibrent rendement et environnement (agriculture raisonnée, permaculture, agroécologie...)

3.2. Développer des Labels qui restaurent la confiance

Favoriser la traçabilité, les labels bio...

3.3. Éduquer au goût et à l'alimentation

Programme National Nutrition Santé, généralisation du nutriscore.

★ Qu'est-ce que notre alimentation dit de nous ?

Problématique : Dans quelle mesure l'alimentation dépasse-t-elle l'activité naturelle et vitale pour prendre une signification culturelle et idéologique ?

Le plan est thématique et progressif : on part de la définition la plus simple (1.) pour élargir (2. et 3.)

1. Se nourrir est une activité vitale et naturelle

1.1. Se nourrir pour vivre

Alimentation et santé.

1.2. Se nourrir pour se faire plaisir

Engouement pour le *fooding*, la cuisine...

1.3. Se nourrir pour socialiser

Tradition de l'hospitalité, du partage.

2. Se nourrir a est une activité sociale et culturelle

2.1. *Se nourrir pour montrer son appartenance à un groupe culturel*

Le respect de codes ou règles alimentaires peut marquer l'appartenance à une religion, à la culture d'un pays.

2.2. *Se nourrir pour montrer son appartenance sociale*

Les classes sociales ne consomment pas les mêmes aliments.

2.3. *Se nourrir c'est affirmer son pouvoir*

Les « banquets diplomatiques » royaux ou républicains (visite de Charles III d'Angleterre) : la gastrodiploatie (Paul Rockower) permet de construire une image de marque.

Au niveau individuel, les dîners sont aussi une manière de mettre en scène son statut social (arts de la table...)

3. Se nourrir est une activité révélatrice des valeurs

3.1. *Le respect des êtres vivants*

Végétarisme, véganisme.

3.2. *Le respect de l'environnement naturel et humain*

AMAP, agriculture biologique, locale...

3.3. *Le respect de soi*

Le choix d'une alimentation saine, dans des quantités raisonnables, qui permettent une bonne image de soi (esthétique ?)

